



Extrême droite : L'éternel retour ?

par Laurent D'Altoe – Septembre 2014

Table des matières

▶ Introduction

▶ L'extrême droite en Belgique, résumé historique

1. D'où vient-on ?
2. Et aujourd'hui ?
3. Qui vote extrême droite en Wallonie ?
4. Evolution récente

▶ Les partis d'extrême droite dans l'Union européenne

1. Principaux partis
2. Rapport de force
3. Structuration européenne
4. Les raisons de la colère

▶ Conclusion

Introduction

Les sondages sont ce qu'ils sont mais, lors des élections de mai 2014, force est de constater que ceux qui avaient prévu une montée significative des mouvements d'extrême droite dans l'Union européenne ne furent pas mis en difficulté : France, Hongrie, Autriche,... Autant de pays « respectables » qui ont vu s'installer durablement des partis d'extrême droite dans leur paysage politique. La France, patrie des Droits de l'Homme suivant l'expression consacrée, hérite du douteux privilège de voir fleurir sur ses terres un Front National qui monte à plus de 25% (avec, il est vrai, un fort taux d'abstention), devenant le premier parti de l'Hexagone aux européennes.

Le parti de Marine Le Pen illustre bien l'évolution récente de bon nombre de ces formations : fini les signes ostentatoires tels que les symboles nazis, les crânes rasés et autres bombes et bienvenue aux costumes de bonne coupe et aux propos rassurants. Ces changements cosmétiques ne sont nullement le fruit d'une évolution idéologique profonde comme a pu connaître en son temps le MSI (Movimento Sociale Italiano) de Gianfranco Fini, mais bien d'une volonté de rassurer l'électeur de classe moyenne que les excès de langage de Le Pen père avaient fini par effrayer.

Exit donc les références maurassiennes¹ à cette droite radicale des Ligues des années 30, oubliée la collaboration du régime de Vichy, enterrée l'Algérie française et les exactions de l'OAS, ...L'extrême droite hexagonale se veut lisse et ouverte. Mais ce n'est qu'un leurre puisque les fondements mêmes n'ont pas vraiment varié : le racisme, le rejet des différences, les diverses tentations autoritaires.... Une tactique qui s'est avérée payante, à la fois lors des élections locales de mars 2014 (11 villes conquises par le FN) et lors du scrutin européen.

Mais, comme ce fut le cas en Hongrie ou d'autres Etats, l'augmentation du vote d'extrême droite n'est qu'une partie du problème car, même si ces partis n'arrivent pas encore au pouvoir de manière directe, leurs idées sont trop souvent récupérées par des formations dites traditionnelles qui, par opportunisme ou lâcheté politique, préfèrent reprendre les thèmes habituels de l'extrême droite plutôt que de se poser des questions fondamentales telles que les inégalités croissantes au sein de nos sociétés.

La France n'est pas la seule (triste) illustration de ce constat : les Pays-Bas avec le PVV, la Hongrie avec le Jobbik, l'Autriche avec le FPÖ,... sont également pris dans cette spirale de régression, de peur et de repli sur soi.

La Belgique a en quelque sorte eu de la chance : entre une extrême droite francophone complètementément morcelée et un Vlaams Belang siphonné par la NVA, il existe peu de place pour une émergence ouvertement fasciste. Mais il ne faut pas se tromper : si un leader un peu plus charismatique arrive à fédérer toutes ces tendances, les données pourraient rapidement changer, même du côté francophone. Il convient également de tenir compte dans ce tableau des voix d'un

¹ Charles Maurras (1868-1952), journaliste, essayiste, poète et homme politique français. Il fut théoricien du « nationalisme intégral », Monarchiste, il rejetait tous les principes démocratiques qui pour lui étaient opposés à « l'inégalité naturelle ». Il soutint le régime du maréchal Pétain durant l'occupation.

parti comme le Parti Populaire (PP). Cette dernière formation illustre d'ailleurs bien la difficulté croissante de classer les formations « à la droite de la droite » qui musclent leur discours afin de s'attirer l'électorat traditionnellement dévolu à l'extrême droite, tout en réfutant un quelconque lien avec cette mouvance.

Le but de la présente étude est de dresser à grands traits l'état des lieux des principaux mouvements d'extrême droite en Belgique et dans l'Union européenne, tout en gardant bien à l'esprit que l'extrême droite est actuellement en pleine mutation, ce qui rend l'identification et la lecture idéologique beaucoup plus ardues.

Cerner le concept

Le problème, c'est qu'il n'existe pas de définition unique, quand on parle d'extrême droite. On fait souvent référence au fascisme, mais il n'y a pas que cela. Car l'extrême droite actuelle cherche souvent à se rendre présentable en gommant, même superficiellement ses attaches fascistes des années 30-40. Comme le dit Marc Jacquemain (ULG): « *On peut parler d'une extrême droite « postfasciste » : dans la plupart des partis que l'on pourrait qualifier aujourd'hui de « populistes de droite », les nostalgiques du fascisme ont été marginalisés ou sont partis* ». ²

De son côté, Jean Faniel (directeur du CRISP) rappelle à ce sujet : « *Il n'y a pas de consensus dans la littérature, mais il y a trois idées qu'on retrouve dans beaucoup de définitions : être un parti de droite sur le plan socio-économique ; être un parti nationaliste qui est très poussé et qui souvent relève de la xénophobie ; et être un parti qui valorise le « Law and order », la loi et l'ordre, le côté sécuritaire* » ³.

Le plus simple, c'est finalement d'identifier les idées communes des mouvements d'extrême droite.

- le nationalisme exacerbé (son propre peuple, sa propre ethnie d'abord)
- le racisme et la xénophobie (peur et rejet de tout ce qui est différent), en ce compris, de manière plus spécifique, l'antisémitisme et l'islamophobie.
- l'obsession sécuritaire ;
- la confusion Etat/Nation ;
- le culte du chef ;
- le rejet de la démocratie.

Il est également important de souligner que si tous les partis d'extrême droite sont porteurs d'un projet identitaire exclusif, les modalités de ce dernier peuvent fortement varier d'un pays à l'autre.

² Marc Jacquemin : « *Europe : l'extrême droite nouvelle est arrivée* » http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_37817/europe-l-extreme-droite-nouvelle-est-arrivee

³ Jean Faniel sur la RTBf, le 31 mars 2014.

L'extrême droite en Belgique: résumé historique

1. D'où vient-on?

En Europe, les mouvements d'extrême droite se développent principalement au début du 20^{ème} siècle. Après la 1^{ère} guerre mondiale, divers régimes, profitant notamment des problèmes économiques résultant du conflit, vont voir le jour en Europe : Mussolini en Italie (1922), Franco en Espagne (1939), Salazar au Portugal (1933) et bien sûr, Hitler en Allemagne (1933).

Dès le début des années 30, la Belgique n'échappera pas au phénomène, avec toutefois de grandes différences entre la Flandre et la Wallonie. Petit tour d'horizon des partis fascistes de l'époque.

Le Verdinazo (Verbond van Dietsche Nationaal Solidaristen) : Cette formation sera créée en 1931 par Wies Moens. Ses bases idéologiques sont clairement inspirées par les régimes fascistes de l'époque. Ce parti est anti-démocratique, antisémite et anti-francophone. Il est également très nationaliste et défend la création d'un Etat thiois (concept très à la mode dans les milieux flamingants d'avant-guerre), formé de la Flandre, des Pays-Bas et des Flandres françaises.

En 1940, leur leader, Joris Van Severen sera abattu par des soldats français. Bon nombre de ses membres rejoindront alors le VNV (voir ci-dessous).

Le VNV (Vlaams Nationaal Verbond): créé en 1933 par Staf de Clercq, ce parti fasciste est également d'un nationalisme virulent et défend les idées nazies.

En 40-45, bon nombre de ses membres s'engageront dans une collaboration active avec l'occupant, notamment en envoyant des volontaires combattre aux côtés des Allemands sur le Front de l'Est.

Notons à ce propos qu'Hitler jouera habilement avec le sentiment nationaliste flamand, en faisant miroiter une éventuelle "indépendance" au sein d'un Grand Reich. Inutile de préciser qu'il n'avait jamais eu l'intention de donner quoi que ce soit.

Après-guerre, des membres de cette formation ayant échappé à l'épuration se retrouveront dans certains partis flamands traditionnels tels que la Volksunie.

Rex : c'est dans le monde catholique francophone que cette formation trouve ses racines. En 1930, le jeune et bouillant Léon Degrelle est à la tête de la maison d'édition Christus Rex ⁴. Il va se servir de cette assise pour constituer son propre parti: Rex.

Brillant orateur, il va rapidement surfer sur la vague populiste et poujadiste, tout en ne cachant pas son admiration pour les régimes fascistes européens.

⁴ Cette maison d'édition est liée à l'époque au mouvement Association Catholique de la Jeunesse Belge.

En 1936, c'est le coup de massue, le parti obtient, lors des élections législatives, 21 sièges à la Chambre (sur 202).

Mais en l'absence de programme électoral crédible, le soufflé retombe et, lors des élections partielles de 1937 à Bruxelles, Rex est balayé par le candidat démocrate Van Zeeland.

Par conséquent, quand la guerre arrive, Rex est déjà "mort" électoralement parlant. Le conflit sera alors l'occasion pour Degrelle de proposer ses « services » aux Allemands. Mais l'occupant ne lui donnera jamais aucun pouvoir politique réel en Belgique et ce, malgré l'engagement de nombreux volontaires wallons au sein des armées allemandes.⁵

Degrelle arrivera même à dégoûter bon nombre de ses sympathisants en prononçant son fameux discours sur la germanité des Wallons en 1943⁶.

Perdu politiquement, Rex va s'enfoncer chaque jour davantage dans la violence de type paramilitaire.

Cette folie atteindra son apogée lors de la tuerie de Courcelles d'août 44⁷.

A la fin de la guerre, Degrelle trouvera asile en Espagne où il restera, jusqu'à sa mort en mars 1994.

Après guerre, au niveau francophone, on peut d'ores et déjà constater une rupture. En effet, à la Libération, il n'est pas bon de se taxer d'extrême droite en Wallonie et à Bruxelles. Par conséquent, jusque dans les années 60-70, les fascistes du sud du pays avanceront discrètement, via de petits partis et/ou formations (Mouvement d'Action Civique, Rassemblement National, Union Démocrate Pour le Respect du Travail, Cépïc,...).

Par contre, en Flandre, la fin des hostilités ne va pas empêcher les fascistes de rebondir (cf. infra). Le débat sur l'amnistie des collaborateurs est à cet égard symbolique.

⁵ Selon les chiffres cités par Lieven Saerens (In "*Anvers, la ville de l'oubli*", Revue Politique, novembre 2001, p.56) Quelque 10 000 Flamands et quelque 6700 Wallons et francophones bruxellois s'engagèrent dans la Waffen SS et servirent sur le front de l'Est.

⁶ Lire à ce sujet « *Le loup au cou de chien. Degrelle au service d'Hitler* », Pol Vandromme, Fernand Nathan/Éditions Labor, 1978.

⁷ Le 17 août, le bourgmestre rexiste de Charleroi, Oswald Englebin est abattu par des inconnus (des résistants ou des rexistes déçus par la tiédeur d'Englebin, la question reste ouverte). Suite à cet acte, les tueurs rexistes vont rafler 21 personnes innocentes dans la région et en assassiner 20 au lieu dit « Le Rognac ».

2. Et aujourd'hui ?

Voici les principales formations en Belgique francophones, les groupuscules n'étant pas abordés ici.

Le Vlaams Belang (anciennement Vlaams Blok) : C'est incontestablement le parti le plus puissant et le plus structuré. Créé dans les années 70, il se pose en grand défenseur de l'indépendance de la Flandre. Il souhaite la fin de La Belgique en tant qu'Etat unitaire. Ultra-nationaliste, il devient de plus en plus xénophobe. C'est notamment sur ce dernier thème qu'il a fait campagne à Bruxelles.

Le Vlaams Belang fut un temps le deuxième parti flamand et pèsera lourdement sur la politique communautaire menée par les autres partis flamands dans les années 80, 90 et 2000.

Aux élections régionales de juin 2004, ce parti décolle et rafle 32 sièges sur 124 au Parlement flamand et 6 sièges au Conseil (Parlement) de la Région de Bruxelles-Capitale.

Malgré toutes les tentatives de ces dernières années pour paraître « respectable », il demeure (en partie) le parti des ultras du nationalisme flamand. Histoire de se rafraîchir la mémoire, on épinglera l'abstention des trois eurodéputés du Vlaams Belang lors du vote d'une résolution, courant janvier 2005, sur le souvenir de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme⁸.

Enfin, on ne saurait trop insister sur la présence, encore récente, dans et autour des structures du Vlaams Belang, de personnages comme Karen Dillen (co-fondateur du parti et nationaliste virulent, décédé en 2007) ou encore Luc Vermeulen (qui fut patron du Voorpost⁹ et responsable du service de sécurité du parti).

Jusqu'à présent, un « cordon sanitaire » établi par les partis démocratiques flamands avait empêché le Vlaams Belang d'accéder au pouvoir.

Force est aussi de constater que la crise politique communautaire qui dure depuis des décennies ne lui a pas permis d'enregistrer davantage de sympathies. Au contraire, des formations nationalistes et populistes telle que la N-VA grignotent son électorat.

Cette tendance s'est confirmée lors des législatives de mai 2014, les nationalistes de la N-VA ont « cartonné » avec 33 sièges à la Chambre des représentants, devenant, avec plus de 30 %, le 1^{er} parti en Flandre.

⁸ Dépêche disponible sur la site de « La Dernière Heure » : <http://www.dhnet.be/actu/belgique/le-visage-du-vlaams-belang-51b7c7fbc4b0de6db98dc073>

⁹ Le mouvement ultranationaliste Voorpost constitue un pilier idéologique historique du Vlaams Belang. Il fut créé en 1976 par des militants du groupe de réflexion Were Di. Ce groupe est essentiellement basé à Gand mais possède plusieurs sections locales sur le territoire flamand.

Face à ces échecs, c'est la survie même du VB qui se trouve compromise, avec en toile de fond un affrontement entre les « durs » et ceux qui veulent réformer le parti.

Les « patrons » du VB

Filip Dewinter: L'homme fort du VB. Sous ses airs très classiques, il ne renie en rien ses idées ultranationalistes. Il a su faire du Vlaams Belang une vraie machine politique; il fut d'ailleurs le véritable patron de la formation. Mais son air avenant ne doit pas faire oublier son radicalisme, lui qui déclarait encore récemment : « *Mon modèle est un mix entre Marine Le Pen, Strache (FPÖ, Autriche) et Bossi (Ligue du Nord, Italie). Mais nous sommes plus à droite que le FN* ». ¹⁰

Il semble cependant vouloir se mettre à distance de la politique depuis quelques temps ¹¹.

Gerolf Annemans: président de ce parti, député européen Vlaams Belang, et avocat de formation. Il a contribué fin des années 80 à donner une image plus jeune du parti. Suite à la défaite électorale du 25 mai dernier, Il ne se représente pas à la tête du VB. C'est le jeune Tom Van Grieken (27 ans) qui doit lui succéder fin octobre 2014. Ce dernier veut tenter de rendre cette formation plus « attrayante ».

Le Front National (FN et ses avatars récents) : Ce parti fut créé par Daniel Féret ¹² en 1985, suite à la visite (sur invitation de Roger Nols ¹³) du président du FN français à Bruxelles, en novembre 84.

Après des années de confidentialité sur le plan politique, la formation commence à engranger des voix dans les années 90.

Lors du scrutin régional de juin 2004, le FN, à la surprise générale, progresse de manière considérable puisqu'il obtenait 4 sièges sur 75 au Parlement wallon (contre 1 en 1999). Avec des « pics » dans plusieurs villes wallonnes (Charleroi et Mons notamment).

Quelques chiffres pour bien mesurer l'ampleur du phénomène à l'époque : en province du Hainaut, le FN faisait en moyenne près de 11%, soit 5,6% de plus qu'en 99.

Pour la circonscription de Charleroi, le FN se retrouve à 14,6% des voix, soit un bond de 7,4 %. Si vous ajoutez à cela les 1,5% du FNB (dissidence du FN), cela fait plus de 16% pour l'extrême droite.

Depuis ce pic de 2004, le Front National n'a cessé de stagner. Mais ce qui l'a sans doute empêché de faire de meilleurs scores, ce sont les dissensions internes à la formation.

¹⁰ Mathieu Martinière : « *Ma plongée au milieu des identitaires, obsédés de l'Islam* » 11/03/2012 disponible sur le site de Rue 89 <http://rue89.nouvelobs.com/2012/03/11/ma-plongee-au-milieu-des-identitaires-obsedes-de-lislam-230105>

¹¹ Voir à ce sujet : <http://www.levif.be/actualite/belgique/filip-dewinter-se-retire-de-la-politique/article-normal-117003.html>

¹² Médecin de formation, ancien membre de l'Union Pour la Nouvelle Démocratie (UPND), il quitte cette formation fin 84, avec d'autres et formera le FN. Suite à diverses condamnations, il a définitivement abandonné la vie politique.

¹³ Homme politique belge (1922-2004) il fut bourgmestre de Schaerbeek et adepte d'une politique « musclée » à l'égard des étrangers, Suite à ces prises de positions, il est en délicatesse avec son parti le FDF qu'il quitte en 1983. Il terminera sa carrière politique en se présentant sur des listes FN et FNB.

En effet, le leadership sans partage de Daniel Féret est de plus en plus contesté par ses troupes. Début 2005, plusieurs élus FN (Arku, Pire,...) décident de mener une fronde. La première d'une longue série...

Sans oublier les ennuis judiciaires qui continuent de pleuvoir sur la tête du « président à vie » et qui vont détruire sa « carrière » politique.¹⁴

Cette situation a permis à la fronde menée par les élus wallons du parti et dirigés par Michel Delacroix¹⁵ de faire voter –contre le clan Féret- sa propre liste de membres cooptés.

Suite à ces nombreuses scissions/dissensions, le Front National (même « rénové ») a perdu ses 4 sièges au Parlement wallon en 2009 et toute représentation parlementaire lors des législatives de juin 2010.

On pouvait malgré tout craindre un retour de ces formations d'extrême droite lors des élections communales de 2012, notamment dans l'arrondissement de Charleroi. Mais fin janvier, la Présidente du Front National français faisait savoir, via ses avocats, qu'elle mettait fin à la convention qui liait son parti et le FN belge « réunifié » de Charles Pire (récemment décédé). Autrement dit, ni ce FN « réunifié », ni les 3 autres FN rivaux ne pourront utiliser l'appellation et les initiales « FN ». C'est un véritable séisme pour ce qui restait de l'extrême droite francophone (plus ou moins) structurée dans la mesure où, depuis sa création en 1985, celle-ci vivait essentiellement de sa proximité avec le grand frère hexagonal.

Cet évènement s'inscrit clairement dans la stratégie actuelle de Marine Le Pen qui vise à rendre sa formation plus « respectable ». Sans doute la radicalité affichée par bon nombre de partisans de l'extrême droite belge francophone fait-elle « tache » dans cette volonté de « laver plus blanc ».

Mais les anciens du FN n'ont toujours pas dit leur dernier mot et plusieurs formations tentent actuellement de se réappropriier les votes potentiels de la droite extrême.

¹⁴ Voir notamment à ce sujet l'article sur le site suivant : <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/297598/2008/06/02/Daniel-Feret-20-ans-de-deboires-et-d-ennuis-judiciaires.dhtml>

¹⁵ **Michel Delacroix**: Avocat, il a défendu Féret à plusieurs reprises. Dirigeant ensuite la fronde contre le même Daniel Féret, il a cependant été contraint de démissionner de la présidence du FN « rénové », en novembre 2008, suite à une chanson antisémite diffusée sur internet. Il a également été, pour les mêmes raisons, suspendu un an de l'exercice de la profession d'avocat par le Barreau de Bruxelles, le 18 mai 2011. Voir l'article http://www.rtf.be/info/belgique/detail_michel-delacroix-suspendu-comme-avocat-pour-un-chant-antisemite?id=6133443 Et le jugement officiel : http://www.barreaudebruxelles.be/index.php?option=com_content&view=article&id=156:discipline&catid=91:consultez-les-autres-archives&Itemid=155

Petit tour d'horizon des « repreneurs » potentiels...

Démocratie Nationale : fondée par Patrick Cocriamont, ce parti se veut l'héritier direct du FN. Pour rappel, P. Cocriamont, ancien député fédéral FN (2004-2010), fut président « ad interim » d'un des FN issus des guerres de succession des années 2005-2012. Il fut également conseiller communal à Anderlecht (1994-2000) et à Charleroi (2006-2012). Il a notamment défrayé la chronique en faisant un salut fasciste lors de sa prestation de serment à Anderlecht.¹⁶

Cette figure « historique » de l'extrême droite belge, reste potentiellement « pesante » en termes de voix de préférence. En 2007, en tant que tête de liste FN en Hainaut, il réalise un score personnel de 9448 voix « ...qui le classe 20^{ème} dans le hit parade des candidats... ».¹⁷

Nation : Créé en 1999, c'est le parti le plus dur et le plus radical, bien que ses scores électoraux soient quasi nuls. Il s'est pendant un temps rapproché du FN « rénové ». Il vise surtout un public jeune en reprenant notamment, mais de manière tronquée, certains thèmes habituellement portés par la gauche (anticapitalisme, ...).

Nouvelle Wallonie Alternative (NWA) : présidé par Philippe Duquenne, ex-vice-président du FN belge. Reprenant en gros les thèmes habituels de l'extrême droite (anti-islam, anti-immigration, discours sécuritaire,...).

Le Front Wallon : présidé par Charles Petitjean, ex-député régional FN. Cet ancien libéral carolo est passé au FN en 2003 et a été élu député régional sous cette bannière en juin 2004. Actuellement, il tente de faire oublier ses années passées à l'extrême droite.

Wallonie d'Abord : est l'une des plus vieilles dissidences du Front national belge. Elle a été fondée en 2008 par Francis Detraux (ex-Sénateur FN). Ce dernier affirme avoir pris ses distances avec l'extrême droite. Son discours est davantage régionaliste wallon mais reprend, lui aussi les thèmes classiques de l'insécurité et de l'immigration.

Signalons au passage la présence de Partis tels que le **Parti Populaire (PP)** ou encore **La Droite**, fondé par Aldo-Michel Mungo quand ce dernier a quitté le Parti Populaire de Modrikamen. Ces 2 formations réfutent l'étiquette extrémiste mais n'en reprennent pas moins les grands thèmes comme l'insécurité et l'immigration, tout en défendant un programme ultra-libéral du point de vue socio-économique. « *Nous dénonçons l'extrême droite, nous dénonçons le racisme, nous sommes dans le champ démocratique tout simplement.* »¹⁸. Voilà comment le président du PP se défendait encore récemment. Cependant, force est de constater qu'il surfe sur les mêmes peurs...

Quant à **Debout les Belges**, créé récemment par Laurent Louis (après un passage au parti... Islam), l'instabilité politique de son fondateur faisait douter fortement de la pérennité de ce mouvement au

¹⁶ Voir à ce sujet, l'article de Vincent Rocour : « *La droite radicale dispersée* » ; « La Libre Belgique », 18/06/2012.

¹⁷ In « Le Soir », 12/06/2007

¹⁸ In « Le Soir » 16/05/2014

sein du monde politique belge. Il a d'ailleurs annoncé, au lendemain des élections de mai 2014, la dissolution de cette formation.

Cerise (noire) sur le gâteau, un étrange **FPN** (« Faire Place Nette ») qui reprend les thèmes principaux de l'extrême droite. Etrange car l'appellation FPN est en principe interdite en Belgique suite à diverses actions en justice menée par Marine Le Pen. Or, cette liste reçoit clairement le soutien de Jean-Marie Le Pen... A y regarder de plus près, il s'agit en fait d'un « sous-marin » du Vlaams Belang en Belgique francophone. Sans doute faut-il y voir là une preuve des rapprochements au niveau européen entre le Vlaams Belang et le FN français.

3. Qui vote extrême droite en Wallonie?

Voilà une bonne question. Si le vote Vlaams Belang (jusqu'à l'arrivée de la N-VA) fut en partie porté par le nationalisme flamand, en Wallonie, la situation est plus difficile à appréhender : « *L'électorat du Front National en Wallonie est assez mal connu du fait que le phénomène est assez récent, qu'il n'existe pas en Belgique de centres spécialisés dans l'étude régulière de l'opinion publique et que les résultats du FN sont statistiquement faibles (Delwit, 2007). L'enquête réalisée par P. Delwit et le CEVIPOL-ULB constitue d'ailleurs la seule véritable enquête sérieuse avec celle de P. Blaise sur l'électorat wallon du Front National (Delwit, 2007; Blaise, 2004). Les conclusions amenées sur base de sondage sortis des urnes sont que l'électorat du Front National en Wallonie est essentiellement composé d'hommes, de personnes avec un faible niveau d'éducation et des caractéristiques socio-économiques ayant trait aux classes moyennes inférieures. Ces informations permettent de définir l'électorat d'extrême droite wallon comme étant proche de la notion d'ouvriéro-lepénisme développée par le CEVIPOF en France (Delwit, 2007). Les électeurs FN sont selon P. Blaise majoritairement hostiles aux immigrés, attachés à leur propriété privée et animés par un sentiment de rejet à l'égard du monde politique (Blaise, 2004). P. Delwit conclut aussi que le vote frontiste en Wallonie est essentiellement le fait d'une protestation vis à vis de la classe politique sachant que la ville de Charleroi où a été réalisée l'enquête est touchée de plein fouet depuis 2005 par des affaires politico-judiciaires à répétition mettant en cause des élus de tous bords (Albin, 2006) ».¹⁹*

Le vote FN en Wallonie semble donc être un phénomène urbain, dans des zones où le chômage fait des ravages ainsi que la crise du Logement. Une majorité de ces votants peut donc ne pas être « imprégnée » des idées d'extrême droite mais choisir ces formations en fonction d'une dégradation très nette de leurs conditions socio-économiques et le sentiment très marqué d'être abandonné par la classe politique traditionnelle.

¹⁹ Geoffrey Pion : « *L'extrême droite wallonne : une approche spatiale quantitative au niveau infra-cantonal* », IGEAT-ULB, 2008.

4. Evolution récente

Comme évoqué plus haut, fin janvier 2012, la présidente du Front National français a fait donc savoir, via ses avocats, qu'elle mettait fin à la convention qui liait son parti et le FN belge « réunifié » de Charles Pire (récemment décédé).

Ce fut un véritable séisme pour ce qui restait de l'extrême droite francophone (plus ou moins) structurée dans la mesure où depuis sa création en 1985, celle-ci vivait essentiellement de sa proximité avec le grand frère hexagonal.

Cet évènement s'inscrit clairement dans la stratégie actuelle de Marine Le Pen qui vise à rendre sa formation plus « respectable ». Le FN belge aura sans doute bien du mal à se remettre de ce coup porté par son homologue français. On ne peut plus compter sur personne...

Ce qui ne veut malheureusement pas dire que le danger est écarté. Les raisons du vote d'extrême droite, notamment la précarisation croissante et l'exclusion sociale, n'ont en effet jamais été aussi présentes. Preuve de cette latence du danger : lors des élections communales de 2012 à Charleroi, une fantomatique liste **FN-Belge** fera près de 6% et obtiendra encore 2 conseillers communaux.

Mais après le « méga » scrutin du 25 mai 2014 (régional, fédéral et européen), aucune des listes d'extrême droite en Belgique francophone précitées n'a pu émerger. Il en va de même pour le Vlaams Belang qui n'en finit plus de s'effondrer. Comme déjà évoqué, l'absence de leadership d'un côté et la concurrence de la N-VA de l'autre constituent sans doute les principaux éléments explicatifs

Seul le **Parti Populaire** (1 siège à la Chambre, 1 siège au Parlement wallon) semble avoir réussi à capter une partie des voix dévolues traditionnellement à l'extrême droite wallonne et bruxelloise en surfant sur la peur ambiante de l'islam et de l'immigration.

Autre élément qui n'est pas à négliger : lors des « bonnes » années du FN, ce dernier a réussi à capitaliser de nombreux votes quasi sans faire campagne et sans réelle présence sur le terrain.

En 2014, on peut tirer un constat sur le canton de Charleroi où, aussi bien à la Chambre qu'à la Région, Debout les Belges fait plus de 5 %. Sans compter les résultats surprenants de Faire Place Nette (cf. supra) qui, à la Chambre, fait 3,5% dans ce même canton. Le « réservoir » de voix est donc loin d'être tari et reste disponible pour tout nouveau parti de droite extrême un peu structuré.

Les principaux partis d'extrême droite dans l'Union européenne

Il s'agit ici de présenter les principaux mouvements d'extrême droite qui se sont constitués en partis dans l'Union.

Nous allons également nous pencher sur les partis d'extrême droite (les plus représentatifs) présents au Parlement européen et qui s'emploient, depuis le début de l'année 2007, de former un groupe parlementaire à ce niveau (l'ITS ou Identité, Tradition, Souveraineté fut la première tentative).

De même, il est à noter que la frontière séparant l'extrême droite de certains partis populistes ou encore nationalistes et/ou conservateurs (citons par exemple le MPF de Philippe de Villiers en France) est parfois ténue.

Nous ne reprenons donc que ceux qui cumulent plusieurs des caractéristiques d'extrême droite (déjà citées page 6), à savoir :

- le nationalisme exacerbé (son propre peuple, sa propre ethnie d'abord) ;
- le racisme et la xénophobie (peur et rejet de tout ce qui est différent), en ce compris, de manière plus spécifique, l'antisémitisme et l'islamophobie ;
- l'obsession sécuritaire ;
- un programme économique et social ultra-libéral ;
- la confusion Etat/Nation ;
- le culte du chef ;
- le rejet de la démocratie (même si ils doivent d'abord « jouer le jeu » démocratique pour arriver au pouvoir).

Par ailleurs, l'**eurosepticisme** constitue, au niveau de l'UE, un ciment pour l'extrême droite. Notons qu'il existe une différence de taille entre ceux qui, à la gauche du Parlement européen, critiquent l'option libérale de l'Europe actuelle et ceux qui à la « droite de la droite », refusent toute forme d'Union européenne –même plus sociale-, au nom d'un nationalisme étriqué.

Une analyse partagée par le politologue Patrick Christian Moreau : « Cette poussée est triple car elle concerne à la fois des partis eurocritiques, des partis eurosceptiques et des partis anti-européens. Les premiers ne sont pas hostiles à une vision européenne, mais ils souhaitent qu'elle soit construite sur l'anticapitalisme et refusent les politiques d'austérité. Les seconds défendent un retour à l'Etat-nation, à la priorité nationale et le rejet de toute immigration non-européenne. Enfin, les derniers souhaitent faire sortir leur pays de la monnaie unique, voire de l'Union européenne ».²⁰

²⁰ Interview de FranceTVinfo du 26/05/2014 disponible sur http://www.francetvinfo.fr/elections/europeennes/les-anti-europeens-et-euroseptiques-ne-peuvent-pas-bloquer-le-parlement-europeen_609361.html

1. Principaux partis²¹

Allemagne : Les Républicains (REP), Union Populaire Allemande (DVU) qui a récemment fusionné avec le Parti National-Démocrate Allemand (NPD).

Autriche : le Parti Libéral Autrichien (FPÖ), le BZÖ (scission du FPÖ organisée par Jorg Haider en avril 2005).

Belgique : Le Vlaams Belang (VB), le Front National (FN) et ses nombreuses descendance, ... (Ce sujet fait l'objet d'un chapitre spécifique).

Bulgarie : Ataka.

Danemark : le Parti du Peuple Danois (DF).

Espagne : quatre organisations ultras – Démocratie Nationale, la Phalange, l'Alliance Nationale et Noyau Patriotique Espagnol – rassemblés au sein de la plateforme "l'Espagne en Marche", ont signé un accord en décembre 2013, pour se présenter unies aux élections européennes. Le plus important mouvement d'extrême droite en Espagne demeure cependant Plataforma Per Catalunya (PxC).

Finlande : Parti des Vrais Finlandais.

France : le Front National (FN).

Grande-Bretagne : L'English Defense League, le Front National (NF), le Parti National Britannique (BNP) de Nick Griffin.

Grèce : Alerte Populaire Orthodoxe (LAOS), Aube Dorée (néo-nazi).

Hongrie : le Jobbik, présidé par Gabor Vona.

Irlande : Christian Solidarity Party.

Italie : Mouvement Social Italien (MSI-Flamme-tricolore), Ligue du Nord (LN) Forza Nuova, Casa Pound.

Lettonie : TB/NNK, Tout Pour la Lettonie (VL).

Lituanie : Ordre et Justice (TT, 2 députés européens depuis 2014).

²¹ Il s'agit ici des formations qui affichent certaines ambitions électorales au niveau national et/ou européen.

Malte : Imperium Europa.

Pays-Bas : Parti pour la Liberté (Partij voor de Vrijheid, PVV), refuse lui aussi l'étiquette extrême droite mais demeure très islamophobe.

Pologne : Ligue des Familles Polonaises (LPR), le Congrès de la Nouvelle Droite (KNP).

Portugal : Parti National Rénovateur

Roumanie : Parti de La Grande Roumanie (PRM).

Slovaquie : SNS (Parti National Slovaque).

Slovénie : Parti National Slovène (SNS).

Suède : Parti des Suédois, Démocrates Suédois.

Tchéquie : Parti National (Narodni Strana).

2. Rapports de force

Certains des partis ci-dessus ont participé et/ou participent encore à des coalitions nationales, tout en étant présent au niveau européen.

On se souvient à ce sujet de l'émoi provoqué au sein de l'Union européenne lorsque **l'Autriche** s'est vue dotée, en 2000 d'une coalition à laquelle a participé le FPÖ de Jörg Haider, avant de subir un sérieux revers électoral en 2002.

En avril 2005, Haider crée un nouveau parti, le BZÖ, encore plus marqué à droite que sa précédente formation. Le BZÖ a remplacé le FPÖ au sein de la coalition gouvernementale autrichienne jusqu'aux législatives d'octobre 2006. Depuis, l'extrême droite autrichienne est dans l'opposition.

Lors des élections européennes de juin 2009, si l'on additionne les scores du FPÖ (13,1%) et du BZÖ (4,7%, la dissidence de Haider), on obtient 17,8%.

Fin septembre 2013, les élections législatives ont encore durci cette tendance : 20,5 % pour le FPÖ et 3,5% pour le BZÖ : soit 24% au total...

Le FPÖ a également marqué de son empreinte les élections européennes du 25 mai 2014 en récoltant 20,5% des voix.

En Allemagne : au soir du 25 mai 2014, les néonazis du NPD obtiennent pour la première fois un siège au Parlement européen.

En Italie, Berlusconi a gouverné, jusqu'en 2006, une coalition dont la Ligue du Nord faisait partie. Il est revenu au pouvoir en avril 2008, grâce à ce parti xénophobe anti-immigrés et régionaliste qui avait alors doublé son score pour atteindre 8 % (contre 4,6 en 2006).

Lors des européennes de juin 2009, la Ligue du Nord réalise une « performance » de 10,2 % (contre 5% aux européennes de 2004 et 8,3% aux législatives de 2008). La Vénétie se « distinguant » avec près de 28,4%...

Même sans Berlusconi, aujourd'hui en disgrâce, la Ligue du Nord reste puissante, particulièrement dans le Nord du pays. Néanmoins, ses résultats aux européennes de 2014 (6%) montrent un certain tassement.

Au Danemark, le Parti du Peuple Danois soutient le gouvernement depuis février 2005, en échange, ce dernier a accepté de durcir considérablement les lois sur l'immigration. L'affaire des caricatures de Mahomet publiées par la presse danoise a apporté de l'eau au moulin de cette formation. La coalition fut d'ailleurs reconduite lors des élections du 13 novembre 2007. L'extrême droite danoise réalisant un très bon score et gagnant un mandat au Parlement (25 sièges).

Aujourd'hui, la viabilité du gouvernement en place dépend en grande partie de son vote au Parlement. De ce fait le Parti du Peuple Danois peut imposer sa politique.

Ce parti a par ailleurs encore « cartonné » avec 26,6% (4 sièges) lors des dernières élections européennes de mai 2014.

En Finlande, le Parti des Vrais Finlandais est devenu le 3^{ème} parti du pays en avril 2011, lors des législatives. Il a en effet obtenu 19% des voix. Rebelote aux européennes de 2014, avec 2 sièges et près de 13%. Cette formation semble cependant, comme beaucoup d'autres du même type, vouloir se « respectabiliser » depuis quelques années.

En Grande-Bretagne, le British National Party (BNP) obtient pour la première fois 2 sièges dans l'hémicycle européen, lors du scrutin de juin 09.

Lors des élections européennes de 2014, ce sont les populistes eurosceptiques de l'UKIP (Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni) qui triomphent avec près de 27% et 24 sièges. L'UKIP, qui se défend d'être d'extrême droite, brouille encore davantage les repères en prônant un nationalisme très fort, un rejet de l'Europe et une politique anti-migratoire extrêmement sévère.

Aux Pays-Bas, le Parti pour la Liberté arrive en seconde position du scrutin européen en 2009 avec près de 17%. Mais il ne réédite pas l'exploit en mai 2014 avec une chute à 13,2% (4 sièges), faute d'avoir pu mobiliser un électorat potentiel qui reste très volatile.

En Suède, Les mal nommés Démocrates Suédois (SD) ont réussi une percée « historique » lors des élections législatives du 19 septembre 2010 en obtenant 20 sièges sur 349. Les « Démocrates » entraînent donc pour la première fois au Parlement européen (2 sièges) sur un thème désormais très utilisé dans l'Union européenne : l'anti-immigration et l'islamophobie. Des sujets qui apparemment continuent à être porteurs pour l'extrême droite suédoise qui a encore augmenté ses scores lors des élections législatives du 14 septembre 2014 (12,9%) ; le SD devient ainsi le 3^{ème} parti du pays.

En France, Marine Le Pen a succédé à son père, leader historique du FN, à la tête du parti, en janvier 2011. Confortablement élue (68% des voix), elle laisse loin derrière son rival, Bruno Gollnisch (32%). Certains voient déjà en elle la dirigeante musclée qui va rajeunir le parti et lui faire retrouver le haut du panier électoral. Ce n'est pas totalement faux, puisqu'elle rompt manifestement avec les diatribes paternelles du genre « Détail de l'Histoire » ou encore « Durafour crématoire ». Cette tentative de respectabilité affichée se traduit notamment sur un site tel que « Boulevard Voltaire » : *« Le vote FN ne relève pas du racisme, les Français n'ont pas de conscience raciale, au grand dam des identitaires d'ailleurs, ils demandent que le français résonne encore majoritairement dans l'espace public (...) ils demandent que leur culture, leur vision de la société, de la laïcité, de la place des hommes et des femmes, soient respectées ».*²²

Mais force est de constater que le lissage superficiel du discours semble faire son effet : Marine Le Pen ayant obtenu 17,9% au 1^{er} tour des présidentielles de mai 2012. De surcroît, lors des élections législatives du mois suivant, le FN a retrouvé une représentation parlementaire, puisque 2 députés d'extrême droite y ont fait leur entrée (ce qui n'était plus arrivé depuis 1986). A ces deux députés, on peut en ajouter un troisième : Jacques Bompard, ex-dirigeant fondateur du FN qu'il a quitté en 2005. Maire d'Orange, il a été élu député du Vaucluse sous la bannière « Indépendante ». Depuis fin septembre 2014, le FN compte également 2 sénateurs.

²² « Pourquoi l'extrême droite n'aura aucun élu aux municipales », publié le 23 mars 2014 sur le site Boulevard Voltaire : <http://www.bvoltaire.fr/>

Les élections municipales de mars 2014 ont confirmé cette tendance de fond à la hausse, puisque la ville d' Henin-Beaumont (Pas-de-Calais) fut conquise par le FN dès le 1^{er} tour. Dix autres municipalités basculeront au second dans l'escarcelle du FN.

Comme si cela ne suffisait pas, le FN est devenu, le premier parti français lors des élections européennes de 2014, avec 25,1% des suffrages. Mais cette formation d'extrême droite n'aurait sans doute pas pesé autant sur la vie politique de l'Union européenne sans un taux d'abstention très important. De même, la déconfiture des pouvoirs en place, dont le PS de François Hollande, n'est pas étrangère aux sombres succès de l'extrême droite.

Enfin, les pays « néo-entrants » ne sont pas en reste.

Jusqu'en août 2007, **la Pologne** a compté dans sa coalition gouvernementale une formation d'extrême droite : la Ligue des Familles Polonaises (LPR).

Cette coalition a cependant volé en éclat et des élections législatives anticipées ont été menées à l'automne 2007. Suite à ces dernières, la Ligue des Familles Polonaises ne dépasse plus le seuil électoral et disparaît du Parlement.

Ce 25 mai 2014, le petit parti d'extrême droite KNP a conquis 4 sièges européens, avec 7,15 % des voix.

En Slovaquie, le Parti National Slovaque (SNS) a participé à plusieurs coalitions gouvernementales entre 1992 et 1998, puis entre 2006 et 2010. En débandade depuis, il n'est plus représenté au Parlement national et s'est fait sortir du Parlement européen en mai 2014.

Signalons encore les scores plus que symboliques de partis tels que Jobbik en **Hongrie** qui, lors des législatives de 2010 a réalisé un score de 16,7 % (47 sièges). Essai transformé en avril 2014 avec plus de 20% des suffrages aux législatives et 14,67% aux européennes (3 sièges).

Notons également l'entrée, en 2007, de l'extrême droite (parti LAOS) au Parlement en **Grèce**. Essai transformé en octobre 2009 où elle passe de 10 à 15 députés. Suite au séisme économique que vit actuellement ce pays, on n'aura donc pas été étonné de voir un nouveau parti néo-nazi (Aube Dorée) faire 6,97% des voix aux législatives de mai 2012. Cependant, une vaste offensive judiciaire a été lancée par la justice grecque contre ses membres élus: « *Six de ses députés, dont le chef de file du parti, sont en détention provisoire dans l'attente d'un procès pour "direction et appartenance à une organisation criminelle". La plupart des 18 parlementaires d'Aube dorée font l'objet d'une enquête judiciaire, mais la loi grecque stipule que seule une condamnation peut empêcher un candidat de se présenter à une élection.* ».²³

Cela n'a pas empêché cette formation ouvertement néo-nazie de réaliser près de 9% le 25 mai 2014 (3sièges).

Pour être complet, signalons aussi qu'Ataka **en Bulgarie** a fait des scores oscillant autour des 9-10% ces dernières années mais se débat depuis quelques temps dans de sordides luttes internes.

²³ Dépêche AFP in « La Dernière Heure », 11 mai 2014

Et autour de l'Union européenne ?

En Suisse, l'UDC (Union Démocratique du Centre) cartonne depuis de nombreuses années; populiste et anti-immigration, elle occupe le terrain politique helvète: « *L'acte fondateur de l'UDC est sa campagne réussie en faveur du non à l'entrée de la Suisse dans l'Espace économique européen lors d'une votation le 6 décembre 1992. Ce parti a doublé son électorat entre 1995 et 2007, devenant, lors de la consultation de 2003, la première formation du pays. Il dispose du groupe le plus important au Parlement et siège au sein des exécutifs cantonaux. Son électorat est sensible à ses thèses sur la sécurité, l'immigration et son anti-européanisme* ». ²⁴

En Norvège, le vendredi 22 juillet 2011, un homme, Berhing Breivik, faisait exploser une bombe dans le centre-ville d'Oslo. Quelques minutes plus tard, il débarquait à l'université d'été des jeunes travaillistes norvégiens sur l'île d'Utoeya et abattait des dizaines de personnes à l'arme automatique. Le bilan est tragique : 76 morts.

L'homme de 32 ans s'est laissé arrêter sans résistance après son crime. Il revendique haut et fort son appartenance à la mouvance chrétienne fondamentaliste d'extrême droite. De surcroît, l'homme a adhéré un temps (avant, il est vrai, de le quitter car jugé « trop démocrate ») au **Parti du Progrès (FrP)**, formation populiste et ultralibérale. Cette dernière prône un nationalisme virulent et dénonce une islamisation dite rampante de la société. En 2011, ce parti possédait 41 sièges sur 169. Et en 2009, il avait réalisé 22,9 % des voix. Malgré un tassement aux législatives de 2013 (16,3%) le FrP est entré dans le gouvernement norvégien fin 2013.

²⁴ « La Suisse, habituée des votations populistes », in « Le Monde », 10/02/2014

3. Structuration européenne

Ces partis sont nés dans l'Union européenne pour des raisons semblables à celles qui les ont fait naître en Belgique (précarisation, montée des nationalismes, rejet du politique,...). Cependant : « *Les droites extrêmes progressent électoralement en Europe, surtout dans les milieux populaires. Bien qu'elles soient différentes, par leur idéologie et leur stratégie, des fascismes traditionnels, leur succès en Europe occidentale s'explique par le rejet du système politique et économique dominant. En Europe centrale et orientale, elles sont plus en continuité avec les nationalismes des années 1930 et rallient les déçus du post-communisme* »²⁵.

Bien évidemment, ces formations partagent certains principes fondateurs des mouvements d'extrême droite (racisme, xénophobie, nationalisme exacerbé, obsession sécuritaire,...) mais elles n'en demeurent pas moins très dissemblables sur bien des points. Par exemple, alors que certains de ces partis sont ouvertement laïcs, d'autres (tel Ataka) sont opposés à toute séparation de l'Église et de l'État.

De telles divergences constituent un obstacle à la création d'un groupe politique au sein du Parlement européen.

De même, les tenants d'une extrême droite européenne structurée s'étaient jusqu'à présent heurtés à deux conditions qu'ils étaient incapables de remplir jusqu'en 2007 :

- **Avoir 20 élus**
- **qui devaient provenir de 5 Etats-membre différents au minimum.**

Avec, en 2007, l'entrée de nouveaux pays dans l'espace européen, ces conditions sont plus facilement remplies. Les partis fascistes représentés dans l'hémicycle décident alors de créer un groupe politique baptisé ITS (Identité, Tradition, Souveraineté).

Composé au départ de 20 députés (7 pour le FN français, 3 pour le Vlaams Belang, 5 pour le PRM roumain, deux pour l'Italie, un pour l'Ataka bulgare, un Britannique et un pour le FPÖ autrichien), ce groupe s'étoffera suite à l'élection comme député européen du Roumain Dumitru Cosea (mars 2007) et de deux Bulgares, Slavcho Binev et Desislav Chukolov en mai de la même année.

Le groupe ITS comptait donc 23 députés jusqu'à la mi-novembre 2007. Mais, preuve de la fragilité de cette « union », le groupe ITS a volé en éclats dès le 14 novembre 2007 après les propos incendiaires d'Alessandra Mussolini qui, suite au meurtre d'une Italienne par un ressortissant roumain, avait eu des propos peu amènes sur le peuple roumain en général. Suite à cette « sortie », les eurodéputés du Parti de la Grande Roumanie ont décidé de quitter l'ITS. Ce dernier est donc descendu sous la barre fatidique des 20 membres et a cessé d'exister.

²⁵ Jean-Yves Camus et Philippe Rekacewicz, « *Les deux familles de l'extrême droite* », « Le Monde Diplomatique », décembre 2004.

Mais Marine Le Pen, dès avant les élections du 25 mai 2014, tente de réfédérer cette extrême droite européenne. Entre-temps la législation européenne a augmenté le seuil de création d'un groupe au niveau du Parlement : il faut dorénavant 25 députés issus d'au moins 7 pays différents. D'où les contacts soutenus début 2014 entre le FN français, le PVV néerlandais, le Vlaams Belang, le Parti des Finlandais, le FPÖ autrichien ou encore la Ligue du Nord italienne et Fratelli d'Italia.

Il faut souligner que l'extrême droite était déjà intégrée dans certains autres groupes politiques au Parlement européen. On retrouvait notamment la LPR polonaise au sein du groupe politique « Indépendance et Démocratie » (qui n'existe plus aujourd'hui). De même, on retrouvait le Parti du Peuple Danois au sein du groupe « Union pour l'Europe des Nations », également dissout. Bon nombre de partis de droite extrême (Ligue du Nord, LAOS,...) ont depuis trouvé refuge au sein du groupe « Europe, Libertés Démocratie » fondé en 2009.

Etant donné les divergences profondes qui demeurent entre les différentes composantes du défunt ITS, le groupe était resté très vague sur ses principes constitutifs²⁶ :

- Reconnaissance des intérêts nationaux, des souverainetés, des identités et des différences.
- Engagement en faveur des valeurs chrétiennes, de l'héritage, de la culture et des traditions de la civilisation européenne.
- Engagement en faveur de la famille traditionnelle en tant que trait d'union naturel de la société.
- Engagement en faveur des droits et des libertés hérités par tous.
- Engagement en faveur du respect de l'Etat de droit.
- Opposition à une Europe unitaire, bureaucratique et à un super Etat européen.
- Engagement en faveur de l'établissement de la responsabilité directe des gouvernants envers le peuple et de la transparence dans la gestion des fonds publics.

Quelques commentaires sur ces points de programme :

Tout d'abord, on constate que ces partis, se servent de la « tribune » que représente le Parlement européen pour dire tout le mal qu'ils pensent d'une Europe unie politiquement (mise en avant des intérêts nationaux, refus de la centralisation des décisions,...). On voit là toute l'ambiguïté de l'extrême droite par rapport à l'idée même d'Union européenne. Une Union qui cadre mal avec un nationalisme exacerbé.

L'ITS fut également le cadre d'un certain rapprochement entre plusieurs partis d'extrême droite européens et les franges chrétiennes extrémistes. Cette collusion peut, par exemple, mettre mal à l'aise le FN français qui s'est posé en défenseur d'une certaine laïcité.

²⁶ Voir à ce sujet l'encyclopédie Wikipedia sur internet : <http://wikipedia.org> .

Enfin, on ne peut que relever toute l'ambiguïté du point 4 de la Charte ITS (cf. supra) qui parle du « respect des droits et libertés hérités par tous ». Donc, pas d'universalité en la matière. Et quid des nouveaux arrivants ?

Depuis quelques années, les différentes composantes de l'ITS tentent de lisser leurs discours et de se présenter comme « respectables ».

Mais tout cela n'est que façade.

A titre d'exemple²⁷ Cornélius Vadim Tudor (président du Parti de la Grande Roumanie, PRM) : il a très longtemps considéré le Maréchal Antonescu comme un héros national.²⁸

Suite aux résultats du dernier scrutin européen de 2014, les tractations reprirent de plus belle afin de faire renaître un groupe parlementaire voué à l'extrême droite. Le FN français pensait pouvoir compter sur des alliances fiables, notamment avec le Parti Pour la Liberté (PVV) néerlandais, la Ligue du Nord italienne, le Vlaams Belang et le FPÖ autrichien. Mais des divergences sérieuses, notamment avec le KPN (Pologne, une formation europhobe qui a effectué une percée de quelque 7 % des suffrages) ont empêché la création de groupe dédié à l'extrême droite.

Il s'agit donc clairement d'un échec pour Marine Le Pen qui se voit là privée d'une « tribune » supplémentaire au Parlement européen ainsi que d'une source de financement non-négligeable.

Remarquons enfin que la formation de ces groupes politiques européens est un peu particulière. Ce ne sont pas des groupes de partis homogènes. Rappelons par exemple les Vrais Finlandais ou le Dankse Folkeparti (Parti du Peuple Danois) qui siègent désormais avec les Réformistes et Conservateurs (ECR) où siègent aussi les 4 élus NVA...

²⁷ Voir à ce sujet l'article de Nadia GEERTS du 15/01/07 sur le site de « Résistances » (<http://www.resistances.be>)

²⁸ Il fut le dirigeant de la Roumanie entre 1940 et 1944 et allié d'Hitler.

4. Les raisons de la colère

Face à cette déferlante, on peut s'interroger sur les raisons de cette poussée européenne des droites extrêmes.

« Aggravé par la crise, qui se retrouve dans le vote d'extrême droite dans beaucoup de pays européens aujourd'hui.

Plus encore que ce sentiment de menace et d'abandon, c'est l'ignorance et la peur qui permettent à ces idées d'éclorre : peur de l'inconnu, peur de l'autre, peur du changement, peur d'un monde qui évolue trop vite et dans lequel les populations ne se reconnaissent plus... Les partis populistes exploitent et se nourrissent de ces sentiments pour remplacer les équipes gouvernantes actuellement au pouvoir et imposer leurs idéologies. Ils ont comme objectif ultime de renverser le système politique actuel, tant au niveau national qu'europpéen.

(...)Les discours de ces partis d'extrême droite s'accordent pour accuser les institutions européennes et leur mauvaise régulation de la mondialisation, à laquelle sont associés la délocalisation des industries et le chômage qui en découle. Mais bien plus que la crise économique, ces mouvements politiques dénoncent sans complexe l'immigration extracommunautaire – particulièrement musulmane – considérée comme une menace directe pour la prospérité économique, l'identité nationale et les valeurs de la Nation et permise par l'ouverture des frontières de l'Union européenne.

L'expansion actuelle des idées populistes, xénophobes, nationalistes et anti-européistes peuvent représenter un danger pour l'Union européenne, puisque, à force d'être exprimés par des élites, ils finissent par s'ancrer dans la société et devenir une norme sociale et morale.

De même, ces idées alimentent la peur et conduisent à considérer l'étranger comme un bouc émissaire désigné comme responsable de tous les malheurs et qu'il faudrait géographiquement éliminer, par une fermeture des frontières, voire des expulsions... idées qui se rapprochent étrangement d'un racisme latent qui a détruit des populations entières au cours de notre Histoire – pas si lointaine... »²⁹

Austérité (souvent imposée par l'Union européenne d'ailleurs), peur de l'autre, repli sur soi et défiance vis-à-vis du politiques peuvent fournir des éléments d'explications.

Mais pour être complet, on ne peut passer sous silence la mutation, du moins en façade, de certaines formations d'extrême droite qui tentent de se rendre d'avantage « respectables » (voir point « conclusion ») en gommant superficiellement les éléments les plus gênants de leur discours. Le Front National français est d'ailleurs en passe de réussir ce pari en se travestissant superficiellement en parti populiste. Mais la pomme ne tombe jamais loin de l'arbre et les vieux réflexes resurgissent rapidement. Un exemple parmi d'autres : dès l'accession du FN à la mairie de Hénin-Beaumont, le

²⁹ Voir l'article sur le site : <http://aucafedeurope.com/2012/07/09/le-poids-politique-inquietant-de-lextreme-droite-en-europe/>

nouveau maire s'est empressé d'expulser la section locale de la Ligue des Droits de L'Homme du local communal qu'elle occupait depuis des années. Chassez le naturel...

Conclusion et réflexions

Il est encore trop tôt pour dire quel sera le potentiel réel de nuisance de ces formations extrémistes nouvellement représentées. En effet, derrière une unité de façade, les divergences demeurent nombreuses. Ce sont d'ailleurs ces dernières qui avaient fait voler en éclat la première tentative de structuration européenne en 2007. Il n'empêche, un pas important –et dangereux- vient d'être franchi.

D'une manière plus générale, on constate que le Parlement européen, dans son ensemble, a bien du mal à adopter une position commune face à ce problème.

Notons aussi la frontière entre partis d'extrême droite classique et plusieurs partis populistes et/ou nationalistes a tendance à s'estomper ; preuve d'une contamination de certaines formations par les idées d'extrême droite, parallèlement à une tentative de « normalisation ». Et c'est sans doute là qu'est le plus grand danger, comme le montre le triste exemple français. : « *La première étape de cette normalisation a été bien sûr [la dédiabolisation du FN en référence au vieux chef indigne, qui lui même se plaisait à être "diabolique", auteur de monstrueux calembours antisémites et racistes.](#)*

Il s'agissait de faire oublier les origines sulfureuses de [ce parti créé en 1972](#) par Jean-Marie Le Pen avec les oripeaux de la vieille extrême droite française, les poujadistes, les pétainistes, les monarchistes, les traditionalistes catholiques et même les anciens d'Ordre nouveau.

La deuxième étape a été [la professionnalisation du parti](#) pour le rendre plus apte à remporter des élections (et pas seulement à être présent au second tour de la présidentielle comme en 2002) comme les prochaines élections européennes et municipales.

C'est ainsi qu'une véritable stratégie destinée à remporter les élections intermédiaires a été mise en place et il semble qu'elle pourrait porter ses fruits [au vu des récents sondages](#) sur les municipales et les européennes.

Elle a consisté, par exemple, à remplacer les frontistes historiques par des personnalités à la fois plus jeunes (Marion Maréchal-Le Pen), plus présentables parce qu'intellectuels renommés (l'avocat Gilbert Collard) ou professionnels de la politique (l'énarque Florian Phillipot). »³⁰

De son côté, Christian Goux rappelait déjà en 1997 que : « *Aujourd'hui déjà, les frontières sont floues. Plutôt que de progresser électoralement, le FN risque de contaminer la droite républicaine. Une contamination d'autant plus pernicieuse et dangereuse que la droite n'a plus de ciment idéologique* »³¹.

³⁰ Thierry de Cabarrus : « *Le FN, pas d'extrême droite ? Marine Le Pen change son image, pas ses idées !* », in « Le Nouvel Observateur », 03/10/2013.

³¹ « *Extrême droite : gare à la contagion* », interview de Christian Goux, Territoires de la Mémoire, n°4, juillet-septembre 1997.

Dans la foulée, des formations telles que l'UKIP (Parti pour l'Indépendance du Royaume Uni) jouent avec les limites : eurosceptiques et anti-immigration, ils refusent d'être taxés d'extrême droite et n'ont pas accepté la main tendue par Marine Le Pen pour former un groupe parlementaire au niveau de l'Union européenne. La majorité des groupes de l'extrême droite tentent d'ailleurs de se détacher de cette étiquette gênante. Quelques exceptions notables : le Jobbik (Hongrie), Aube Dorée (Grèce) ou encore le NPD allemand qui revendiquent clairement leur extrémisme et leur filiation néo-nazie. Il est donc très peu envisageable que ces formations trouvent des alliés au-delà du cercle de l'extrême droite « pure et dure ».

La lutte contre l'extrême droite doit donc s'organiser sur deux fronts : d'une part, les formations clairement identifiées comme telles (mais on a vu que c'est de plus en plus difficile) et, d'autre part, sur les idées d'extrême droite qui, on l'a aussi souligné, se dispersent de plus en plus au-delà du cercle des partis ouvertement fascistes. Un exemple clair de cette « lepénisation » des idées : la peur de tout ce qui touche à l'Islam ; un sentiment qui gagne de plus en plus de couches sociales et politiques de nos sociétés.

Combattre ces idées n'est point chose facile dans la mesure où les revendications d'extrême droite ne se basent pas sur des réalités objectives mais le plus souvent sur des fantasmes : « *Le monde imaginaire de l'extrême droite n'est pas un jugement sur la réalité, ni sur une certaine vision du monde, ni une prise de position subjective ; c'est une croyance irrationnelle, à mi-chemin entre l'illusion scientifique et la passion prophétique, qui ne dit pas ce qui est ou ce qui doit être, mais qui forge une réalité fictive à partir de l'imagination* »³².

Enfin, il serait vain de combattre l'influence de l'extrême droite sans s'attaquer aux racines du problème qui se nourrissent du terreau des inégalités sociales et économiques. Un combat d'autant plus essentiel que les temps actuels mettent en avant l'austérité, la précarisation et un capitalisme triomphant qui, volontairement ou non, devient l'allié objectif de l'extrémisme de droite.

Le sociologue Alain Bihr ne dit pas autre chose : « *Chercher à convaincre un ouvrier ou un employé de la supériorité morale de l'antiracisme sur le racisme ne lui donnera pas le moyen de trouver du travail s'il se trouve au chômage, ou même seulement de ne pas redouter de tomber dans le cycle infernal du chômage et de la précarité, peur que le FN (l'extrême droite) sait si bien exploiter. Or le malheur est sourd aux leçons de morale.*

Pour éviter tout moralisme, face à la xénophobie populaire, il faut au contraire jouer la carte de la solidarité de classe, telle qu'elle se manifeste dans l'empathie immédiate des travailleurs nationaux à l'égard des travailleurs immigrés qui bien souvent coexiste contradictoirement avec les sentiments xénophobes, en faisant ressortir la communauté de situation (conditions de travail, conditions d'existence, niveau de revenu, etc.) et en les faisant lutter contre les ennemis communs : le patronat

³² « *L'imaginaire d'extrême droite et le Front National* », in Actualutte, 21 février 2014 <http://actualutte.com/liminaire-dextreme-droite-et-le-front-national>

et ses politiques d'austérité salariale, les politiques gouvernementales d'austérité budgétaire, etc. »³³
Ce qui implique, dans les entreprises, les lieux de vie sociaux et économiques, de recréer un « front de classe » qui vise à promouvoir la solidarité.

Mais quand on parle de responsabilité, on ne peut ignorer le rôle déterminant des formations politiques classiques. A force de jouer au centre et de ne plus oser prendre des positions nettes sur les sujets de société, elles laissent le champ libre à la désaffection du politique en général. Désaffection dont profitent tous les populismes de la planète, comme le souligne la philosophe et politologue Chantal Mouffe : *«L'état actuel des sociétés démocrates libérales est donc particulièrement favorable à l'expansion du populisme de droite. L'abandon de souveraineté populaire converge avec la certitude qu'il n'existe pas d'alternative à l'ordre actuel et crée un climat antipolitique facilement exploitable pour fomenter des réactions populaires hostiles aux élites actuellement au pouvoir (...). Pour imaginer une riposte adéquate, il devient urgent de saisir les conditions économiques, sociales et politiques qui expliquent leur émergence. Et cela requiert l'élaboration d'une approche théorique qui ne dénie pas la place de l'antagonisme dans le politique.»³⁴*

Tout le contraire de ce qui se passe actuellement dans une Union européenne dévorée par le libéralisme et la pensée unique...



³³ Alain Bihr a fait cet exposé lors du Forum international qui s'est tenu à Athènes du 1er au 3 mars 2013. Disponible sur <http://alencontre.org/europe/france/les-luites-contre-le-front-national-elements-dun-bilan-critique-et-propositions-de-renouvellement.html>

³⁴ Chantal Mouffe : « La « fin du politique » et le défi du populisme de droite », Revue du Mauss, 2/2002, n°20, pp. 178-194.